



Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal vise la modification du règlement grand-ducal du 15 juillet 2022 désignant zone spéciale de conservation la zone « Grosbous - Seitert ».

L'objet du projet de désignation incluant le projet de règlement grand-ducal y relatif, est l'extension de la zone spécial de conservation « Grosbous - Seitert ».

En effet, la zone spéciale de conservation « Grosbous - Seitert » a déjà été désignée conformément à la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et ses objectifs de conservation sont précisés par le règlement grand-ducal du 15 juillet 2022 désignant zone spéciale de conservation la zone « Grosbous - Seitert ».

Cependant, à la suite des entrevues avec les représentants de la Commune de Groussbus-Wal prévoyant l'extension de ladite zone spéciale de conservation, basée sur différentes informations issues de cartographies et inventaires récents, une modification du règlement grand-ducal susmentionné s'impose. Cette modification inclut une adaptation de la surface de la zone « Grosbous - Seitert » et de l'annexe du règlement grand-ducal, ainsi qu'une actualisation des objectifs et mesures de ladite zone spéciale de conservation.

Les informations quant à la valeur écologique de la zone « Grosbous - Seitert » figurent dans la description scientifique, ainsi que le document « *Stellungnahme zur Schutzwürdigkeit der beiden Waldgebiete « Saitert » bei Grosbous und « Saitert » bei Mertzig* », ci-joints.

Le présent projet de désignation, y inclus l'avant-projet de règlement grand-ducal, vise à élargir la zone spéciale de conservation dénommée « Grosbous - Seitert » sise sur les territoires des communes de Groussbus-Wal et de Vichten située au Sud-Est de la localité de Grosbous et au Nord-Ouest de la localité de Vichten, en exécution des articles 2, 4, 31 à 35 et 37 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le présent projet de désignation et les documents y relatifs seront par la suite soumis à la procédure de désignation prévue à l'article 31 de ladite loi modifiée du 18 juillet 2018.